



La piqure de rappel

N°5 - Mai 2023 - Trimestriel



En Bref...

RIC OU RIP

Rip ou référendum d'initiative parlementaire prévu à l'article 11 de la Constitution depuis 2008 n'a jamais été mis en œuvre. La procédure se voulait simple afin de renforcer le poids du peuple venant concurrencer le rôle du parlement. Au RIC réclamé par le peuple français, notamment par les gilets jaunes, la classe politique préfère un rip pourquoi ?

Avant 2008, seul le président pouvait proposer un référendum. Aujourd'hui l'organisation d'un référendum est à l'initiative d'1/5 des membres du parlement. Ils déposent, sur le bureau, une proposition de loi ; Celle-ci est transmise au conseil constitutionnel qui va vérifier sa régularité. Ce n'est qu'une fois la validation obtenue que le recueil des soutiens au sein du corps électoral va commencer : sur une période de 9 mois il faut recueillir 1/10 du corps électoral soit 4.57 millions d'électeurs.

Une fois les soutiens obtenus, la proposition de loi doit être examinée par les 2 assemblées dans un délai de 6 mois. Puis le Président la soumet au référendum ; en cas de rejet pas de nouvelle proposition de loi sur le sujet avant 2 ans.

Face à toutes ces difficultés et complexité, le peuple demande plutôt un référendum d'initiative citoyenne en toutes matières c'est-à-dire législatif (adoption d'un texte), Abrogatif abroger un texte révocatoire pour la révocation d'un membre demander une institution ou d'un élu. Un seuil de 700 000 soutiens qui obligerait l'Assemblée à présenter un texte qui serait ensuite soumis à l'approbation des citoyens. Il a prouvé son efficacité en suisse en Italie et en Espagne. Le seuil de déclenchement 2%. 5% pour le référendum révocatoire et la convocation d'une constituante : ce nouvel outil démocratique pourra être lui-même outil de conquête de nouveaux droits, comme la reconnaissance du vote blanc, le vote obligatoire ou le vote à 16 ans ..

Le ric est un outil démocratique ouvrant sur une multitude de possibilités et un élargissement du débat politique portant par exemple sur le retour de l'ISF, le temps de travail ou l'écologie Pour en savoir plus ...



Edito

Cent jours de pipeau et de casseroles :

VITE, LA 6^{ÈME} RÉPUBLIQUE !

Emmanuel Macron est un multirécidiviste. Il ne lui suffit pas d'imposer par 49.3 de travailler deux années supplémentaires. Au cours d'une allocution télévisée le lundi 17 avril 2013, trois jours après que le Conseil Constitutionnel ait validé dans sa grande sagesse cette honteuse réforme des retraites, revoilà notre président adoré qui ressort son instrument favori : le pipeau ! Après le fameux Grand Débat lors de la crise des gilets jaunes où Jupiter a débattu avec lui-même, le pseudo Conseil National de la Refondation où des macronistes débattent avec d'autres macronistes pour détruire les acquis du Conseil National de la Résistance, voici notre télévangéliste en chef qui cherche désespérément à faire croire pour la énième fois aux Français qu'il a changé. Il affirme le cœur sur la main qu'il a compris le peuple en colère, qu'il n'a pas assez fait de pédagogie, que ses ministres ne communiquent pas assez bien, qu'il sait mieux que

les autres ce qui est bon pour l'intérêt de la Nation, et surtout qu'il est en temps d'accélérer les réformes. Après avoir sifflé la fin de la partie des retraites au début de son allocution, le voilà qui tente de lancer de nouveaux sujets : loi immigration pour séduire les électeurs du RN et faire diversion avec un peu de le coût du travail et appauvrir les travailleurs, écologie de bac à sable, enfin bref... Que dire ? Rien de très intéressant : la stratégie du choc chère aux néolibéraux n'est hélas pas une nouveauté. Macron se donne à lui-même cent jours jusqu'au 14 juillet pour se remettre en selle et convaincre. LOL, comme dirait la nouvelle secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet. Et puis, quoi encore ? Qui croit encore ce gouvernement qui accumule les mensonges et les casseroles ? La majorité de Français est lassée du mépris de classe, de l'autoritarisme, des affaires de corruption qui entachent certains proches de Macron et des allocutions présidentielles vides de sens. Les Cent Jours de Napoléon en 1815 se sont terminés par le désastre Waterloo : notre méprisant de la république ferait bien de s'en souvenir. De plus est un 14 juillet, date qui rappelle la Grande Révolution de 1789, quelle idée saugrenue... Désormais, dans le pays ont lieu à chaque déplacement d'un ministre, de joyeux et festifs concerts de casseroles, nommés pudiquement « objets sonores portatifs ». Ces manifestations pacifiques sont même parfois interdites par les préfectures par le biais de lois antiterroristes. La macronie paniquée ne sait plus quoi inventer pour réduire l'opposition au silence. Plus sérieusement, nos institutions politiques, celles de la 5^{ème} République, mises en place à la faveur d'un coup d'Etat déguisé du général De Gaulle en 1958, semblent appartenir à un autre âge. Quelle démocratie permet à un texte de loi d'être adopté sans vote à l'Assemblée nationale ? La France. Quel pays élit un monarque présentiel qui peut bafouer sans vergogne les élus du peuple au Parlement ? Le nôtre. Il est temps de transformer en profondeur nos institutions : référendum d'initiative citoyenne (RIC), droit de démettre un élu incompetent ou dangereux en cours de mandat, reconnaissance réelle du vote blanc, davantage d'élections proportionnelles et de tirages au sort...

Il nous faut une assemblée constituante pour rédiger ce nouveau contrat démocratique : vive la 6^{ème} République ! Et à bas la mauvaise.



Agriculture

Un Seine-et-Marnais à la tête de la FNSEA

Arnaud Rousseau, Seine-et-Marnais a été désigné responsable de la FNSEA le 28 mars 2023.

M. Thiériot s'en réjouit mais, nous citoyens devons-nous nous en réjouir ? M. Rousseau n'est pas un simple agriculteur mais un vrai chef d'entreprise : vril-Sofiprotéol, le géant de ce que l'on appelle les oléagineux et protéagineux (colza, tournesol, soja et protéines végétales de type luzerne, féverole, pois...), fondé par le syndicat de la filière. Rien de moins que le 4^e groupe agroalimentaire français.

On trouve ses produits dans nos assiettes, dans les rations d'élevage, dans l'industrie cosmétique, à la pompe... Les huiles Lesieur, Isio 4, Puget, les œufs Matines, l'agrocaburant Diester : tout cela vient d'Avril-Sofiprotéol et de ses usines de transformation de colza, de tournesol et de soja. Les mandats d'Arnaud Rousseau ne s'arrêtent pas à la tête de ce géant aux origines controversées. On retrouve l'exploitant agricole au conseil d'administration de Saipol, la filiale d'Avril qui produit les agrocaburants Diester, et à la tête de la Fédération française des producteurs d'oléagineux et protéagineux (FOP), c'est-à-dire l'organisme qui structure toute la filière de production de ces cultures. Bref, le futur homme fort de l'agriculture française cumule tous les postes au sommet de la pyramide des « plantes jaunes » (colza, tournesol) et des protéines végétales. Nous sommes donc sur un profil qui n'est pas trop un serviteur de la terre et de ses richesses mais plutôt sur quelqu'un qui va miser sur la rentabilité.... Nous voulons pour preuve ses récentes déclarations au salon de l'agriculture : faire avancer les nouvelles techniques d'OGM, freiner au maximum les restrictions d'usage de pesticides et rendre la culture de protéines végétales plus rémunératrice...

Alors que l'agriculture est le deuxième émetteur des gaz à effet de serre en France (19 %) en 2019, que l'eau commence à manquer (notamment dans les Pyrénées orientales) et que l'on commence à la privatiser via les méga-bassines, il n'y a donc pas de quoi se réjouir d'avoir M. Rousseau à la tête de la FNSEA... (source MédiaPart et ministère de l'environnement)

Notre mobilisation au service de tous

Le 6 juin, nouvelle manifestation en soutien de la présentation de la proposition de la loi du groupe parlementaire du groupe Liot qui aura lieu le 8 juin. Car seule une loi peut défaire une loi. Nous ne voulons pas de cette réforme. Alors soutenons cette initiative.

RETRAITE (encore)

La démocratie directe est ce qui nous permettra de lutter contre cette nouvelle forme d'esclavagisme : Métro-Boulot-Caveau. Gagner moins (avec un SMIC à 1200€ dont les cotisations contribuent à un salaire futur, amoindri par une inflation galopante et une crise bancaire) est une façon de contraindre à travailler plus. La menace du gouvernement d'une augmentation des cotisations salariales ne s'assortirait pas d'une augmentation des charges patronales. Encore un mensonge ! Or la productivité s'est vue multiplier par 7 depuis 1950, l'emploi des femmes rejoint celui des hommes du moins sur le plan numérique et non en termes de salaires (6870€/mois pour une aide ménagère, 700€/mois pour une assistante médicale). Si au début du siècle dernier le salaire du mari suffisait à nourrir la famille, désormais 2 salaires y parviennent à peine. Le « quoi qu'il en coûte » du gouvernement lui a permis d'atteindre un surendettement de 800 milliards €, avec de l'argent jeté par les fenêtres (1 milliard €/mois en test PCR pendant la pseudo crise COVID, soit 20 milliards sur 20 mois) faisant abstraction de tout état de grippe, soit l'équivalent de 150 % du PIB. Ce déficit a impacté les secteurs de l'éducation, de l'environnement et de la santé. En 1817 en Angleterre, Robert Owen est un entrepreneur socialiste qui crée le célèbre slogan, repris par des millions d'ouvriers à travers le monde : « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos ». Il aura fallu un siècle entre l'émergence de l'idée même de la journée de travail de 8 heures et son application dans la loi en France, le 23 avril 1919, qui réduisit le temps de travail d'après cette célèbre maxime. Si 8 heures de repos sont nécessaires pour avoir le choix et l'amour de son travail, de même la retraite l'est pour avoir la liberté de se réaliser dans la mesure où cela n'a pas été possible pendant la carrière ! LG

Un an de la NUPES: Soutenons La Nouvelle Union Po

UN an déjà depuis les dernières législatives. Beaucoup avaient prédit l'effondrement de la NUPES à la suite de ce vote. Ceux-là en sont pour leurs frais. Au contraire, les formations politiques de gauche ont formé un inter-groupe qui fonctionne, laissant le soin à chacun de s'exprimer librement. Sur le fond, les points d'accords sont majoritaires et les divergences mineures. Une liste commune est d'ailleurs en bonne voie pour les prochaines Européennes. Au plan local, La France Insoumise déplore le manque de participation des autres formations politiques de notre territoire, et nous souhaitons une implication commune plus importante dans un proche avenir.

Sans prétentions, mais avec un engagement de tous les instants, notre groupe d'action de Moret-Loing-et-Orvanne a souhaité concrètement vous présenter un premier bilan d'actions qu'il a réalisé :

Notre participation groupée à 13 manifestations organisées sur Paris, Melun, Montereau et Fontainebleau.

Affichage : les murs ont parlé, 700 affiches collées (sur les communes de Moret, Veneux, Ecuelles, Thomery, Champagne, St Mammés, Montereau).

L'affichage libre est réglementé par le code de l'environnement article L. 581-16.

La majorité des communes qui composent la Communauté de communes ne respecte pas la loi, hormis celle de Champagne sur Seine. Cette situation nous conduit hélas à la pratique de l'affichage sauvage, pour lequel nous vous présentons nos excuses.

Tractages : environ 5000 tracts ont été distribués sur plusieurs communes de Moret Loing et Orvanne.

Distribution de tracts à Intermarché (4 fois) Carrefour Market (5 fois), Gare de Moret (5 fois de 6 h à 8 h le matin, Gare de Montereau (4 fois de 17 à 20 h) Centre commercial du Bréau à Varennes sur Seine (4 fois).



Distribution de tracts et manifestation au lycée Uruguay à Avon, avec la participation de lycéens, les 06/04 et 20/04/23. C'était pour bon nombre d'entre eux, leur première manifestation. Nous avons pu noter, lors de la première distribution de tracts, l'intervention de la police nationale et de la police municipale à la demande de Madame la proviseure. Aucun incident n'a été signalé.

Pétition : NON à cette réforme injuste et brutale : 700 signatures recueillies.

Réunion publique le 18/03 à Bois Le Roi à l'initiative de Frédéric VALLETOUX (Ancien maire de Fontainebleau, président de la fédération hospitalière de France de 2011 à 2022, député Horizon de la deuxième circonscription de Seine-et-Marne). Très en difficulté sur les questions posées, il ne donnait pas l'impression d'être convaincu par ses réponses.

La France Insoumise regrette vivement que durant toute cette période, beaucoup de maires n'aient pas tenu de débat public sur le thème des retraites, très peu d'entre eux ont consacré leur Edito sur le sujet, dans leur journal communal.

Garde à vue : deux militants de La France Insoumise ont été placés en garde à vue durant 48 h dans un commissariat parisien, courant mai 2023.

Populaire Écologique et Sociale



Concert de casseroles : à Fontainebleau le 24/04/2023.

Comment calculer sa retraite

Des militants se sont mis à disposition des personnes qui le souhaitent pour calculer leur montant de leur retraite, en utilisant un simulateur (143 personnes ont participé).

Courrier aux élus (envois par mail).

Jean-Louis, Thiériot (député LR) et une grande majorité de maires de notre circonscription ont reçu un courrier dont le contenu présentait différentes sources de financement des retraites possibles, avec pour objectif en conclusion : que le gouvernement retire son projet.

La grande majorité des maires de la circonscription ont reçu un courrier similaire à celui du député.

80% d'entre eux l'ont soutenu aux élections législatives de 2022, comme par le passé, ils ont pu soutenir Patrick Septiers, ancien membre de l'UDI devenu apparenté LREM. Nous nous en souviendrons pour le prochain vote aux élections municipales, qui se dérouleront en 2026.

Facebook : Interventions régulières sur le sujet. (Page Facebook : Insoumis Seine et Loing)

Piqûre de rappel - Journal local de la FI, subventionné par les militants.

2 éditions de 2500 exemplaires ont été

répartis est LR ou LREM ?

Avis de recherche

Pour améliorer les conditions d'existence de tous nos concitoyens de nos communes, la France Insoumise souhaite créer rapidement un comité local de la NUPES.

Il s'agit pour ce comité d'avoir une influence sur les décisions qui concernent le quotidien, en étant actif auprès des instances élues.

Ensemble, pour préparer les prochaines échéances électorales, la France Insoumise invite tous les partis de gauche, structurés localement, à composer cette structure locale. Pour changer notre vie quotidienne, n'attendons pas les élections présidentielles de 2027 !

Rejoignez-nous.

En rédigeant ce premier bilan, nous ressentons toujours l'odeur de la lacrymo, et nous avons également à l'esprit l'intervention des policiers de la BRAVM. Plusieurs de nos militants ont participé à tous les mouvements de grève et les fins de mois sont difficiles. Mais faites-nous confiance, nous ne lâcherons rien. Avec vous, nous voulons changer et gagner.

Préparons ensemble la sixième République, en attendant la lutte n'est pas finie.

distribuées. Thèmes : la retraite en question, le gouvernement face à ses mensonges et ses contradictions, ses alliances politiques et ses faux alliés.

Manque de pluralisme

A plusieurs reprises, nous avons sollicité le journal La République de Seine-et-Marne, pour qu'il puisse passer des articles se rapportant à la période politique.

Aucun article n'est paru, et nous regrettons fortement l'attitude de ce journal qui est lu également par nos sympathisants.

Peut-être s'agit-il d'un acte volontaire dans la mesure où ce journal perçoit des subventions de la part du département dont la majo-

Le saviez-vous?

MANQUE DE CONFIANCE DANS L'EXÉCUTIF

Sondage BFM TV, selon une enquête menée par l'institut Elabe le 14 mai 2023.

64 % des Français jugent que le chef de l'État n'a pas de vision pour le pays. Plus globalement, l'exécutif n'est pas jugé crédible sur un nombre de chantiers en particulier, celui de la baisse des impôts à hauteur de 2 milliards d'euros pour les classes moyennes d'ici 2027. Si 86 % des sondés se disent favorables à cette mesure, 57 % d'entre eux pensent que cette réforme ne verra jamais le jour.

À PROPOS DE MÉPRIS,

François Ruffin déclare au journal Le Monde du 16/05/2023,

« le vrai mépris, c'est de mentir aux gens ».

Après quatre mois de mensonges sur cette réforme concernant les femmes, les seniors, les déficits, l'ISF, les 1200 €, le constat est sans appel : 79 % des Français se serrent la ceinture, 43 % se privent sur leur nourriture, 7 % ne font qu'un repas par jour.

Mais le président est content : tout va bien d'après Elon MUSK et ses amis les puissants réunis à Versailles (200 personnes).

RETRAITES

Il faut exiger un autre financement des retraites.

Taxer les milliardaires de 2 % suffirait à combler le déficit du système des retraites qui serait de 13 milliards d'euros en 2030.

Exemple : cette proposition pose la question légitime de la concentration des richesses. Le groupe LVMH en 2022, fait 20.5 milliards d'euros de bénéfices nets, le groupe a dépassé le seuil des quatre cents milliards d'euros de capitalisation (Le Figaro du 27/01/2023).

SÉNAT : pourquoi le calcul de leur retraite n'est pas remis en cause ?

La retraite du président du Sénat, Gérard Larcher est de 10 000 € mensuels nets, sans compter les nombreux avantages dont il est bénéficiaire : logement, déplacements gratuits, réceptions, énergie gratuite, faut-il simplement rappeler qu'il a été cinq fois élu sénateur.

Êtes-vous apolitique?



Vous avez sûrement entendu plus d'une personne dire qu'elle est apolitique. Une partie de l'opinion publique désigne l'apolitique comme étranger à la politique. En général, cela est dit par des gens qui ne s'intéressent pas à la politique, mais aussi par ceux qui condamnent les politiques des partis ou du gouvernement.

Ces deux positions dénotent en réalité une grande ignorance politique, dans le premier cas, ce sont les plus utiles aux politiciens corrompus, car la non-participation est une manière de les favoriser, voire d'être complice de leurs méfaits. Dans le second cas, c'est une position très confortable.

Est-il possible pour quelqu'un d'être apolitique? La réponse est définitivement NON. La politique doit être vécue consciemment pour mieux la comprendre. Personne ne peut se développer et exister en tant qu'être humain s'il n'est pas en relation avec les autres, c'est-à-dire que l'être humain est un être social par nature, et la politique se produit dans la relation entre les êtres humains, donc l'être humain est aussi un être politique. C'est le fameux « zoon politikon » d'Aristote.

La pratique de la politique est inhérente à l'être humain. Chaque fois que vous prenez position sur une question qui concerne la société, vous faites de la politique. Voyons quelques exemples : Vous préférez aller au marché en plein air et consommer local pour soutenir les producteurs de votre région? Ou consommer bio? Êtes-vous végétarien parce que vous pensez que c'est un crime de tuer un animal? Vous faites de la politique. Êtes-vous pour le mariage pour tous ou êtes-vous contre? Vous faites de la politique. Vous avez décidé de faire un don ou d'adhérer à une association? Ou bien vous avez décidé de participer à une action de collecte de déchets dans la nature? Vous faites de la politique. Pensez-vous que la réforme des retraites de Macron est injuste et assistez-vous aux manifestations? Ou pensez-vous qu'il est inutile de manifester et qu'il faut chercher d'autres moyens? Discutez-vous de l'un de ces sujets dans un bar ou un café avec des amis? Vous faites de la politique.

Vous pensez peut-être que tout cela sont des actes revendicatifs et que vous ne revendiquez rien de particulier, mais vous faites aussi de la politique avec des actes quotidiens. Quand vous allez au supermarché pour faire vos courses, avec votre consommation vous contribuez à établir les prix, donc à orienter une certaine politique économique, vous faites de la politique. Quand vous allez dans un hôpital pour recevoir un service de santé, il y a une politique derrière ce soin, et en demandant le service, vous contribuez à son fonctionnement, vous faites de la politique. Idem lorsque vous prenez les transports en commun pour vous rendre au travail. Lorsque vous exercez le droit de vous syndiquer, vous faites un acte politique.

Par conséquent, du point de vue de la vie réelle, il est absolument impossible d'être apolitique, car la politique implique l'action même de l'être humain. Vous êtes un être humain et donc un être social et un être politique.

Voyons l'étymologie du mot politique, il vient du grec politeia : "comment s'organise une polis (une communauté d'individus), c'est-à-dire l'exercice des droits de citoyenneté". Dans la Grèce antique, les polites étaient ceux qui étaient concernés par les affaires de toute la communauté, en contrepartie étaient les idiots, les citoyens privés et égoïstes qui ne s'occupaient pas des affaires publiques (idios : privé). Si quelqu'un ne faisait pas preuve de responsabilité sociale et de conscience politique, il était considéré comme apathique et ignorant. Cela a donné en français le mot "idiot". On peut alors conclure que si quelqu'un se dit « apolitique » parce qu'il ne veut pas être politique, c'est un idiot.

J.M. A.R

Augmentation de la taxe foncière

Champagne ! Après une augmentation des bases locatives de 3,4 % en 2022, cette année nous aurons droit à 7,1 % !

Cette augmentation se répercutera sur votre taxe foncière et est décidée par l'état. Sachez que des communes vont aussi augmenter la part communale ! A Saint-Mammès par exemple, l'édile soutient fervent de Messieurs Septiers et Thiériot, a fait augmenter la part communale de 3 % en plus des 7,1 % ! Il y en a vraiment qui sont chanceux !!!!

Les supers-bassines, pour qui ?

Pour l'agroalimentaire, les productions des grosses exploitations sont destinées à l'exportation. Elles ne permettent pas d'assurer la souveraineté alimentaire du pays car son modèle est exportateur et ne donne pas l'accès aux producteurs locaux. On privatise l'eau pour une minorité et en asséchant certains cours d'eau. On ne permettra pas aux producteurs locaux d'assurer leur production, qui elle, est destinée au circuit court.

Car l'eau sera prélevée dans les nappes phréatiques ou les cours d'eau par sondage forage et dérivation des cours d'eau.

Les méga-bassines ne se remplissent pas avec l'eau de pluie. Elles ne permettent pas de stocker de l'eau qui serait de toute façon perdue.

Elles ne sont pas rentables et accaparent l'argent public car ce sont les subventions publiques qui financent ces ouvrages. Pour exemple, tiré de l'article de la confédération paysanne : « Le projet de méga-bassines sur le

bassin versant Sèvre Niortaise et Mignon cumule 70 % de financements publics pour un montant total de 52 millions d'euros d'investissements, soit 45 millions d'euros d'argent public ». On retrouve la même proportion d'argent public pour le projet dans le bassin du Clain.



Cela engendre une perte de qualité de l'eau et des milieux naturels.

Position de la France Insoumise :

Nous « Droit de l'eau » comme préalable au droit d'accès à l'eau pour l'irrigation. Le respect du cycle de l'eau et sa préservation doivent être garantis sinon sa disponibilité est de fait remise en cause.

Nous portons un projet de rupture avec le modèle agro-industriel dominant actuel. L'action politique ne peut plus être guidée par l'objectif de produire toujours plus, sans se soucier des conséquences écologiques.

L'eau est un bien commun qui doit être accessible à tous et non confisquée par certains pour toujours produire plus.

Rappelons qu'à Sainte-Soline M. Darmanin a défendu un trou béant ou le système lobbyiste de l'agroalimentaire. Nous avons aussi un projet de super-bassines chez nous sur la Bassée montois (QR code 1) :

Lien vers l'article de la confédération paysanne (QR code 2) :



Le SNU, Service National Universel

Encore un effet d'annonce où rien n'a été prévu sur l'organisation, mesure où l'on revient sur certains principes de base comme la mixité. 12 jours de Service National pour les classes de seconde pendant le temps scolaire. Et pourquoi priver nos enfants de 12 jours de classe ?

Les valeurs de la République sont au programme de l'école. Ce mythe qu'il n'y a que l'armée pour vous faire des hommes respectueux à coup de militarisme, d'autoritarisme. Travailler la cohésion ? Cela peut se faire dans le sport ou dans une démarche civique personnelle avec le service civique ou le jeune adulte est acteur de son projet. Sans compter le budget public dépensé alors que l'école manque cruellement de moyens face à des parents démunis.

Sous Pétain déjà, on voulait éduquer nos enfants, travail famille patrie, avec ses chantiers de la jeunesse créés le 30 juillet 1940, ça vous parle ? Cette jeunesse que le Maréchal souhaitait modeler pour préparer l'avenir. Il voulait une jeunesse saine de corps et d'esprit et qui sache obéir.

Embrigadement pour chercher la cohésion à un âge où les enfants sont très influençables. Que cherche-t-on à faire de nos jeunes ? de futurs soldats ? Donnons plutôt à l'école publique les moyens d'exercer correctement ses missions alors qu'elle doit éduquer les consciences libres et autonomes des citoyen.nes, l'école s'est vue assigner l'objectif de former des individus employables, obéissants et adaptés au marché.

Reconstruire une école de l'égalité et de l'émancipation, voilà ce qui nous anime. L'émancipation individuelle et collective est la boussole de notre programme : émanciper c'est instruire, qualifier et affranchir l'individu de toute influence.

Parents, c'est à nous que revient l'éducation de nos enfants.

A.B